

Licenciements : le pire mois de janvier depuis 2010

Restructurations et faillites se multiplient depuis le début de l'année. Ce vendredi, Hélio à Charleroi annonçait sa faillite et la perte de 180 emplois. Est-ce le signe d'un retournement de conjoncture ?

Ce vendredi, l'imprimerie Hélio Charleroi a annoncé son intention de faire aveu de faillite, entraînant dans sa chute 180 emplois. Une annonce qui succède à bien d'autres depuis le début de l'année (voir ci-contre). La Belgique n'avait plus connu de mois de janvier aussi catastrophique en matière d'emploi depuis 2010.

Sommes-nous devant un retournement de conjoncture ou est-ce seulement l'effet d'une coïncidence ? Etienne de Callatay, fondateur de la société de gestion Orcadia, explique qu'« il est vrai que les indicateurs de conjoncture sont moins bons qu'il y a six mois mais ils ne sont pas pour autant mauvais. (...) Ces annonces, c'est à mon sens avant tout des coïncidences. »

Peter Vanden Houte, économiste en chef chez ING, incite à la nuance, soulignant que « la situation sur le marché du travail reste

bonne. Il y a toujours d'importantes pénuries de main-d'œuvre. » Il n'exclut pas pour autant toute explication de type conjoncturel : « Le marché de l'intérim a connu une décélération en 2018, ce qui est généralement considéré comme annonciateur d'un retournement de tendance sur le marché du travail. » L'économiste pointe aussi le ral-

lentissement de la croissance. « La Banque centrale européenne a reconnu récemment que la croissance ralentissait et que ce ralentissement pourrait s'intensifier davantage. L'optimisme qui régnait début 2018 n'est plus de mise. » Et Peter Vanden Houte de conclure que cette avalanche de restructurations peut donc être interprétée comme un signe que « le meilleur du cycle est derrière nous », tout en s'empressant de préciser que cela ne signifie pas qu'on est au bord de la récession. ■

3.100

Proximus, NMLK, Sonaca, Coca-Cola, Hélio Charleroi...

Les 10 plus grosses annonces de restructurations et de faillites faites en Belgique en ce mois de janvier représentent plus de 3.100 emplois perdus.

Plus de 3.100 emplois menacés en ce début d'année

SOCIAL Restructurations et faillites en cascade depuis le début du mois de janvier

- ▶ L'imprimerie Hélio Charleroi est en faillite.
- ▶ 180 emplois sont perdus.
- ▶ C'est le pire mois de janvier depuis 2010.

Nouveau coup dur pour l'emploi ce vendredi. L'imprimerie Hélio Charleroi a annoncé son intention de faire aveu de faillite. 180 personnes se retrouvent sans travail. Cette imprimerie qui ne produisait plus que des folders pour les enseignes de la grande distribution est victime de la baisse continue des volumes d'impres-

sion. Hélio Charleroi travaille avec une technologie particulière – l'héliogravure – qui nécessite de gros tirages et de grosses paginations pour être rentable. Avec la crise de la presse, elle s'est retrouvée avec des coûts de production trop élevés et a perdu d'importants contrats avec des éditeurs de magazines (Ciné Télé Revue notamment). Elle a souffert de la surcapacité structurelle dans le secteur européen de l'imprimerie et de la guerre des prix qui y règne. La situation n'a fait que s'aggraver en 2018 en raison d'une augmentation rapide des prix du papier qui n'a pas pu être répercutée sur le client.

« Les annonces de restructuration sont toujours plus médiatiques que les embauches » PETER VANDEN HOUTE, ING

Cette annonce de pertes d'emplois n'est que la dernière d'une longue série. Depuis début janvier, les mauvaises nouvelles n'ont cessé de s'accumuler. Tout a commencé par les 1.900 suppressions d'emplois chez Proximus. Puis il y a eu NMLK, Coca-Cola, Nokia Bell, Sonaca, Nexans, les faillites de New Look, Frima... Soit déjà plus de 3.100 emplois menacés. Si on exclut les faillites – qui ne sont pas concernées par la procédure de licenciement collectif

dite « Renault » –, on dépasse les 2.600 emplois perdus.

Il faut remonter à 2010 pour trouver un mois de janvier aussi catastrophique. A l'époque, les services du SPF Emploi avaient recensé 3.494 suppressions d'emplois dans le cadre d'une procédure de licenciement collectif. Un chiffre exceptionnel qui s'expliquait largement par l'annonce de la fermeture de l'usine

d'assemblage automobile Opel Anvers (2.600 emplois perdus).

Faut-il voir dans cette succession d'annonces une simple coïncidence ou au contraire le signe révélateur d'un retournement de conjoncture ? Les économistes penchent plutôt pour la première option même si certains n'excluent pas la seconde. « Les annonces de restructuration sont toujours plus médiatiques que les embauches, souligne Peter Vanden Houte, économiste en chef chez ING. Il faut nuancer ces mauvaises nouvelles. La situation sur le marché du travail reste bonne. Il y a toujours d'importantes pénuries de main-d'œuvre ». Didier Paquot, économiste en chef à l'Union wallonne des

entreprises (UWE) ne dit pas autre chose : « On continue à créer 12.000 emplois nets en Wallonie par an, contre 8.000 à 10.000 en moyenne les années précédentes. Le taux de chômage harmonisé est en dessous de 9 % en Wallonie, ce qui n'était plus arrivé depuis 20

ans ». Il cite des sociétés qui engagent massivement comme Techspace Aero ou GSK.

L'économiste Etienne de Callatay, fondateur de la société de gestion Orca-dia, estime, lui aussi, qu'il est difficile de trouver une explication macroéconomique à ces licenciements en cascade. « Il est vrai que les indicateurs de conjoncture sont moins bons qu'il y a six mois mais ils ne sont pas pour autant mauvais. Personne ne s'attend pas à ce que l'on tombe dans une récession dans les trimestres à venir. Ces annonces, c'est à mon sens avant tout des coïncidences ».

Peter Vanden Houte se refuse toutefois à exclure toute explication de type conjoncturel. « Ces derniers temps, on a pu observer des signes de retournement, pointe-t-il. Le marché de l'intérim a

connu une décélération en 2018, ce qui est généralement considéré comme annonciateur d'un retournement de tendance sur le marché du travail ».

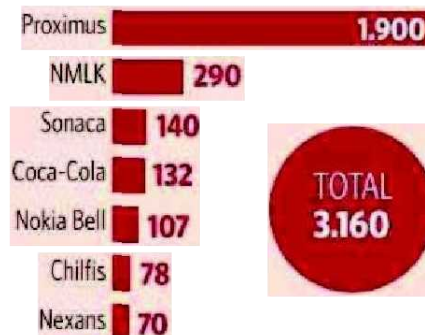
Il pointe aussi le ralentissement de la croissance. « Depuis l'été, on a vu que la croissance était plus faible que prévu. La Banque Centrale européenne a reconnu récemment que la croissance ralentissait et que ce ralentissement pourrait s'intensifier davantage. L'optimisme qui régnait début 2018 n'est plus de mise. Les chefs d'entreprise s'étaient fixés des objectifs en fonction du taux de croissance qu'on leur annonçait. Si leurs attentes ne se réalisent pas et qu'en même temps, les marchés financiers continuent à exiger d'eux une augmentation des bénéfices, il faut essayer de réduire les coûts et cela implique des restructurations ».

Pour Peter Vanden Houte, cette avalanche de restructurations peut donc être interprétée comme un signe que « le meilleur du cycle est derrière nous », tout en s'empressant de préciser que cela ne signifie pas qu'on est au bord de la récession. ■

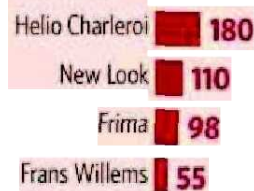
JEAN-FRANÇOIS MUNSTER (avec b)

Annonces des pertes d'emplois en janvier *

RESTRUCTURATIONS



FAILLITES



* liste non exhaustive

Un Brexit dur pourrait nous coûter plus d'un an de croissance

COMMERCE La Belgique compte parmi les pays de l'Union européenne qui seraient les plus touchés

La décision des Britanniques de quitter l'Union européenne, lors du référendum du 23 juin 2016, n'a pas fait plaisir aux entreprises belges. Et la perspective d'un Brexit sans accord (« no deal » ou « hard Brexit ») inquiète particulièrement les organisations patronales, lesquelles espèrent encore qu'un accord soit trouvé qui maintienne, en grande partie, les liens économiques entre le Royaume-Uni et le continent.

Quand on parle d'un « hard Brexit », on envisage en effet un scénario où le Royaume-Uni quitte non seulement l'Union européenne, mais également le marché unique et l'Union douanière. Dans ce cas, les règles régissant les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Union seraient celles, minimales, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Sauf à ce que Londres négocie un accord de libre-échange avec l'Union – mais ce genre de négociations prend du temps, généralement plusieurs années.

Dans un tout nouveau document de travail, le service d'études de la Banque nationale (BNB) a passé en revue un échantillon d'études chiffrant l'impact économique à long terme du Brexit, réalisées par diverses institutions nationales ou internationales et académiques (1).

Verdict : la Belgique compte parmi les pays de l'Union qui seraient les plus touchés.

Une fourchette assez large

À long terme, un « hard

Brexit » amputerait le PIB belge, au minimum de 0,5 % et au pire de 2,3 %. Cette dernière estimation a été réalisée par une équipe de la KU Leuven, qui a également tenté de chiffrer l'impact sur l'emploi : un « no deal » nous coûterait près de 43.000 emplois.

Autrement dit : un « hard Brexit » pourrait nous coûter entre quatre et dix-huit mois de croissance. La fourchette est large.

La moitié des études prévoient un impact négatif inférieur à 1 %, l'autre moitié, un impact supérieur. De sorte que l'impact médian, qui a été retenu pour l'ensemble des pays considérés dans l'infographie ci-contre, serait de l'ordre du pour cent.

En d'autres termes, le niveau du PIB serait, à long terme et définitivement, inférieur de 1 % à ce qu'il aurait été dans un monde où le Royaume-Uni serait resté membre de l'UE.

Dans ce cas, on suppose que le seul effet du Brexit est un affaiblissement temporaire de la croissance sans entraîner nécessairement une récession.

La Grande récession après la crise financière, s'est traduite, dans notre pays, par un recul du PIB de 2,6 % (en 2009). Aussi, on serait tenté de minimiser l'impact d'un divorce avec le Royaume-Uni.

Des modèles « statiques »

N'allons pas trop vite en besogne. Outre la fourchette assez large des estimations, il faut

bien comprendre ce que ces études tentent de mesurer – et surtout ce qu'elles ne peuvent pas modéliser.

Ces études ne prennent pas en compte les éventuels effets dynamiques qui pourraient affecter (négativement ou positivement) durablement le rythme de croissance tendancielle des économies (parce qu'il n'y a pas de modèle permettant de le faire).

Outre le fait d'être statiques, la majorité des études analysent en priorité l'impact du Brexit sur

les échanges de biens et services (via l'imposition de droits de douane ou de barrières non-tarifaires).

De ce point de vue, l'étude de la KU Leuven inclut également les effets indirects qui découlent de l'insertion des entreprises belges dans les chaînes de valeur globales – par exemple, le fait qu'une entreprise belge peut fournir des composants à une entreprise allemande qui elle-même exporte une partie de sa production vers le Royaume-Uni.

De toute façon, il est assez logique que le Brexit, quelles que soient ses modalités, affecte de manière plus importante une petite économie ouverte comme la nôtre, dont 3,8 % de la valeur ajoutée est générée par la demande britannique – un pourcentage plus élevé que pour l'Allemagne ou la France. ■

DOMINIQUE BERNIS

(1) Bisciari Patrick, « A survey of the long-term impact of Brexit on the UK and the EU27 economies », disponible sur le site de la BNB (www.nbb.be).